



www.journaldumali.com

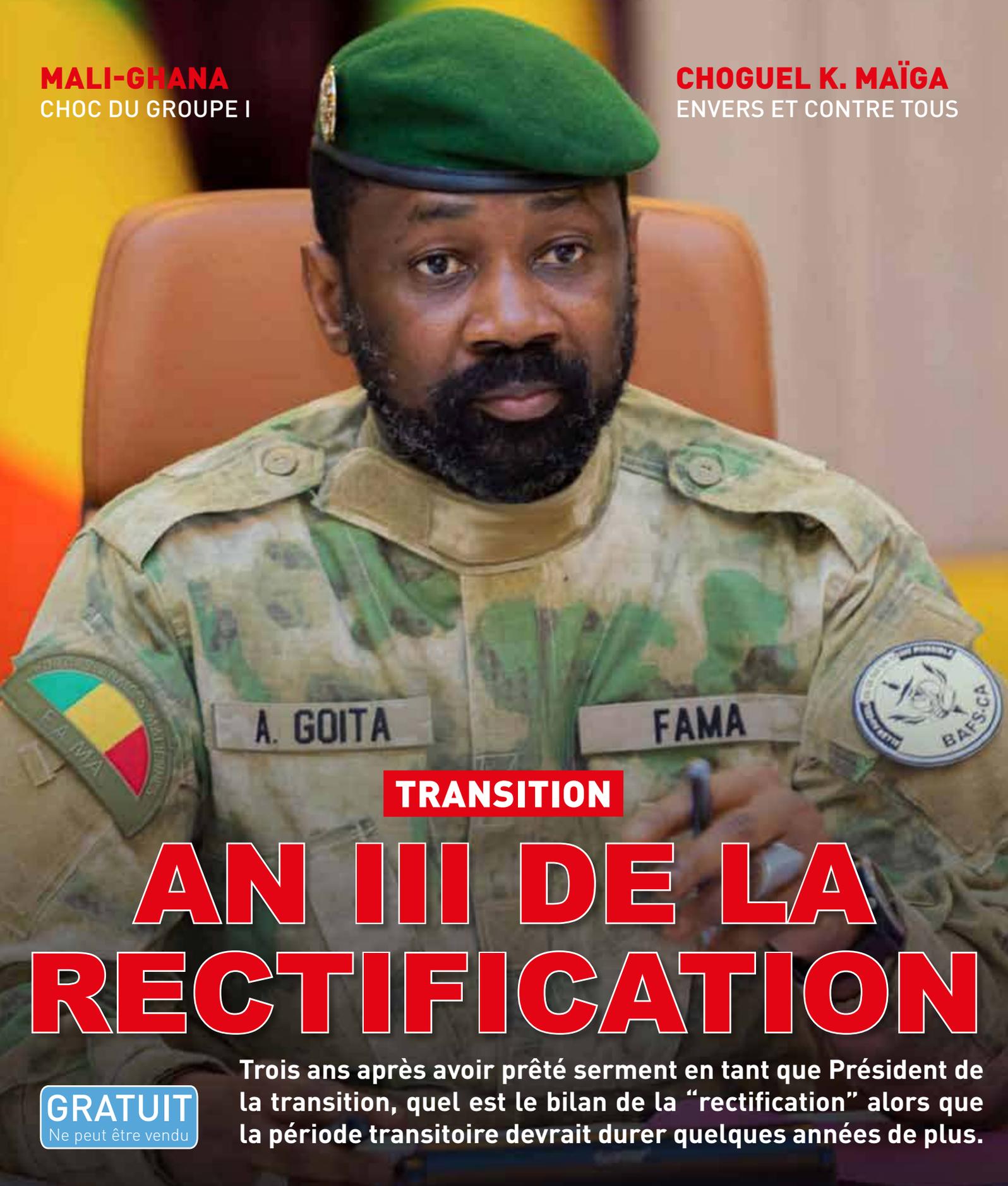
Journal du Mali

L'hebdo

N°478 du 6 au 12 juin 2024

MALI-GHANA
CHOC DU GROUPE I

CHOGUEL K. MAÏGA
ENVERS ET CONTRE TOUS



TRANSITION

AN III DE LA RECTIFICATION

Trois ans après avoir prêté serment en tant que Président de la transition, quel est le bilan de la "rectification" alors que la période transitoire devrait durer quelques années de plus.

GRATUIT

Ne peut être vendu

CHAQUE JOUR
DES SURPRISES
VOUS ATTENDENT !

**DECODEUR HD
5000 FCFA***

A PARTIR DE LA FORMULE
ACCESS (5000 FCFA)
INSTALLATION
+ PARABOLE **A 2000 FCFA TTC**

**30 JOURS
OFFERTS****

A TOUT CANAL+
POUR TOUT REABONNEMENT
A VOTRE FORMULE



POUR VOTER C'EST ICI



SUR **CANAL+ POP** ET LE CANAL 99



DU 21 JUIN AU 15 JUILLET SUR **CANAL+ SPORT**



LE 28 JUIN SUR **CANAL+ PREMIERE**

ÉDITO

L'inévitable divorce

Un retrait irréversible. Invité à un panel lors du Salon des médias, le ministre des Affaires étrangères Abdoulaye Diop l'a de nouveau réitéré. Et ce alors que la CEDEAO multiplie les initiatives afin de faire changer d'avis les membres de l'AES. De vaines tentatives, selon les résultats ou le peu de résultats enregistrés. Il aurait d'ailleurs été illusoire de croire que les autorités des trois pays allaient changer d'avis. Même si certaines opinions ont été prises de court par l'annonce en janvier du retrait « sans délai » de l'organisation sous-régionale, il aurait été difficile de justifier un retour en arrière après toutes les réunions visant à implémenter l'AES. Au Mali, nous connaissons assez bien les étapes. La surprise entourant une annonce choc, la période d'expectative avec les interrogations : est-ce réel ou juste un coup de bluff ? Et enfin l'acceptation, en se rendant compte que ce n'est pas de la blague. Il en a été ainsi pour le départ de Barkhane, de la MINUSMA ou encore le retrait du G5 Sahel. Il semble que la CEDEAO ait été piégée par une fausse bonne idée de fermeté dont elle n'avait pas intérêt à mener le bras de fer au bout. Le chef de la diplomatie malienne a fait savoir que le menace d'une intervention militaire au Niger pour rétablir le Président Mohamed Bazoum dans ses fonctions avait été la goutte de trop. Il convient de rappeler que cette intervention n'aurait pas été la première dans l'histoire de la CEDEAO, mais les contextes sont différents, les époques également. Cette menace a clairement desservi la CEDEAO et les États qui formeront par la suite l'AES n'ont pas manqué de rappeler le manque de solidarité, selon eux, dans la lutte contre le terrorisme. Quoi qu'il en soit, il devient de plus en plus évident d'accepter qu'en janvier 2025 nous ne soyons plus membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest mais plutôt de l'Alliance des États du Sahel.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

349 080

C'est le nombre de candidats inscrits à l'examen du Diplôme d'études fondamentales (DEF) qui a débuté ce lundi 3 juin.

ILS ONT DIT...

« Nos pays ont été sanctionnés parce que la télécommande était à Paris ou ailleurs. Je pense qu'on ne peut pas être dans des organisations qu'on ne contrôle pas. On ne peut pas abandonner une partie de sa souveraineté à une organisation et que cette partie de la souveraineté soit utilisée comme une arme contre nous ». **Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères**, le 2 juin 2024.

« Pour la première fois dans l'histoire américaine, un ex-Président qui est un délinquant condamné par la justice se présente à la présidence. Aussi perturbant que cela puisse être, son offensive tous azimuts sur le système judiciaire américain est encore plus néfaste ». **Joe Biden, Président des États-Unis**, le 3 juin 2024.

RENDEZ-VOUS

6 juin 2024 :

Mali - Ghana - Stade du 26 mars - Bamako

7 juin 2024 :

Boston Celtics - Dallas Mavericks - NBA Finals

7 juin 2024 :

Projection du film Bad Boys Ride or Die - Cinéma Babemba - Bamako

11 juin 2024 :

Madagascar - Mali - FNB Stadium - Johannesburg

UN JOUR, UNE DATE

6 juin 1944 : début du débarquement allié en Normandie durant la seconde guerre mondiale.



L'ex-maire de Mexico **Claudia Sheinbaum** est devenue la première femme Présidente dans l'histoire du Mexique après sa victoire le 2 juin lors de la présidentielle.



Hamadou Bah, secrétaire général du SYNABEF et secrétaire adjoint de l'UNTM, a été placé sous mandat de dépôt ce 5 juin. Son arrestation serait liée à une plainte du syndicat de la BDM.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Plusieurs dirigeants africains étaient présents à Séoul du 4 au 5 mai pour prendre part au premier sommet Corée du Sud - Afrique.

* Offre valable du 30 mai au 07 juillet 2024 dans la limite des stocks disponibles pour tout nouvel abonnement à partir de la formule ACCESS, lié à l'achat d'un décodeur HD CANAL+. Parabole offerte. Voir tarifs et conditions auprès de votre distributeur Agréé.
** Offre valable du 30 mai au 07 juillet pour tout réabonnement à la dernière formule active. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé.

TRANSITION : QUEL BILAN 3 ANS APRÈS LA « RECTIFICATION » ?

Le 7 juin 2021, le Colonel Assimi Goïta était investi Président de la Transition, après avoir mis deux semaines plus tôt, le 25 mai 2021, « hors de leurs prérogatives » le Colonel-major à la retraite Bah N'Daw et Moctar Ouane, alors respectivement Président et Premier ministre de la Transition. 3 ans plus tard, le nouvel attelage Goïta - Maïga a réalisé des avancées notables, non sans quelques points négatifs. Alors que la période transitoire devrait encore s'étendre sur plusieurs mois, retour sur le bilan de la rectification et les perspectives futures.

MOHAMED KENOVI

L'an III de la Transition s'amorce sur les prémices d'une éventuelle rupture entre les alliés stratégiques depuis la rectification de mai 2021 : les militaires de l'ex CNSP et le M5-RFP. Cela pourrait constituer un tournant majeur dans la nouvelle année qu'elle entame. La tendance de ce mouvement proche du Premier ministre a publié le 24 mai dernier un mémorandum assez critique sur la gestion des militaires durant les 12 derniers mois. Le signataire du mémorandum, Boubacar Karamoko Traoré, Président par intérim du M5 tendance Choguel a été interpellé quelques jours plus tard dans les locaux de la Primature. Il a été placé sous mandat de dépôt le 28 mai pour outrage à magistrat, atteinte au crédit de l'État et diffusion de propos mensongers attribués à des tiers. Son jugement est prévu pour le 1er juillet. Cette arrestation, la deuxième d'un très proche du Premier ministre après Abdel Kader Maïga, ainsi que « l'assentiment » donné à une tendance du M5 dirigée par l'imam Oumarou Diarra et Mountaga Tall, illustre les tensions entre les militaires et le Premier ministre. Dans le mémorandum, il est dénoncé une rupture du pacte le 1er juillet 2023, lors du remaniement ministériel qui a débarqué les ministres du M5-RFP du gouvernement « sans consultation ni proposition de Dr. Choguel K. Maïga, en sa double qualité de Premier ministre et de Président du M5-RFP ». Pour le politologue Dr. Bréhima Mamadou Koné, une éventuelle rupture entre le

M5 et les militaires n'aurait aucune conséquence pour la suite de la Transition parce que « le M5 a été surestimé, en réalité, aujourd'hui c'est une coquille vide, sans contenu ». Si la 3ème année de la rectification s'ouvre sur cette détérioration apparente des relations entre la branche du M5-RFP fidèle au Premier ministre et les autorités militaires de la Transition, elle aura été, tout comme les deux années précédentes, marquée par plusieurs événements majeurs.

An III dans la continuité
Après avoir mis fin à l'opération Barkhane, tourné le dos à la France, après une série de brouilles diplomatiques entre les deux pays, et annoncé le retrait du Mali du G5 Sahel, les autorités de la Transition sont restées dans la dynamique de rupture enclenchée depuis le second coup de force de mai 2021.

Aujourd'hui, nous avons un Etat dont les finances publiques sont calamiteuses, privé de toute capacité d'investissement et qui a du mal à résoudre la crise énergétique qui secoue le pays.

Le 16 juin 2023, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Abdoulaye Diop demande devant le Conseil de sécurité des Nations Unies le retrait sans délai de la MINUSMA, accusant la mission onusienne d'être devenue une partie du problème malien en alimentant les tensions communautaires exacerbées par des allégations d'une extrême gravité et arguant



Le Colonel Assimi Goïta est à la tête du pays depuis le 7 juin 2021, date de sa prestation de serment en tant que Président de la transition.

que la MINUSMA n'avait pas atteint son objectif fondamental. Cette demande sera approuvée deux semaines plus tard par le Conseil de sécurité, qui décidera le 30 juin 2023 de mettre fin au mandat de la mission onusienne après 10 ans de présence dans le pays. Ce retrait de la MINUSMA est effectif depuis le 31 décembre 2023, mais la phase de liquidation est encore en cours. Dans la foulée de ce départ des forces onusiennes, l'armée malienne reprend les différents camps de la Mission et entame une reconquête du territoire marquée par la reprise de la ville de Kidal, le

architecture de défense collective et d'assistance mutuelle entre les 3 pays, qui annonceront plus tard, le 28 janvier 2024, leur retrait de la CEDEAO. Sur un autre plan, longtemps voulu mais toujours abandonné par la suite par les anciens Présidents, le passage à la 4ème république a été acté le 22 juillet 2023, avec la promulgation par le Président de la Transition de la nouvelle Constitution, largement plébiscitée lors du référendum du 18 juin 2023. « Pour moi, le bilan positif de l'an III 3 de la transition se limite à la réussite de la récupération de Kidal. C'est une vraie victoire militaire et politique, un

proches du Premier ministre, depuis la rectification de la trajectoire de la Transition, les résultats du changement pour la refondation du Mali sont « irréfutables, visibles et tangibles à tous les niveaux ». « C'est un bilan satisfaisant. Quand on prend les 5 axes principaux du Plan d'action gouvernemental approuvé par le CNT en août 2021, on se rend compte qu'il y a eu des avancées dans presque tous les axes. Il n'y a que sur l'axe de l'organisation des élections générales qu'on peut estimer d'une certaine manière que les autorités de la Transition n'ont pas réussi », argue un collaborateur du Premier ministre. Toutefois, lors

Bilan global mitigé Pour les

REPÈRES

18 août 2020 :

Le président IBK est renversé par un coup d'Etat militaire.

25 septembre 2020 :

Le Colonel-major à la retraite Bah N'Daw est investi président de la transition.

7 juin 2021 :

Le Colonel Assimi Goïta prête serment en tant que président de la transition après un second coup de force le 24 mai 2021 et nomme dans la foulée Choguel K. Maïga Premier ministre.

proches du Premier ministre, depuis la rectification de la trajectoire de la Transition, les résultats du changement pour la refondation du Mali sont « irréfutables, visibles et tangibles à tous les niveaux ». « C'est un bilan satisfaisant. Quand on prend les 5 axes principaux du Plan d'action gouvernemental approuvé par le CNT en août 2021, on se rend compte qu'il y a eu des avancées dans presque tous les axes. Il n'y a que sur l'axe de l'organisation des élections générales qu'on peut estimer d'une certaine manière que les autorités de la Transition n'ont pas réussi », argue un collaborateur du Premier ministre. Toutefois, lors

Perspectives Le Dialogue inter-Maliens pour la paix et la réconciliation nationale a recommandé une prolongation de 2 à 5 ans de la durée de la Transition et formulé plusieurs autres recommandations, dont certaines pourraient être prioritaires pour la suite de la Transition en fonction de la décision des plus hautes autorités. L'organisation de l'élection présidentielle semble être reléguée au second plan et pour beaucoup la question sécuritaire doit continuer d'être prioritaire sous la Transition. « La priorité reste la sécurisation de l'ensemble du territoire national. Il faudra la poursuivre jusqu'à la stabilisation du pays, parce qu'il n'est pas facile de combattre le terrorisme, malgré les capacités opérationnelles renforcées de l'armée sur les théâtres d'opérations », souligne Dr. Bréhima Mamadou Koné. « Après, il reviendra aux autorités de juger d'organiser ensuite des élections si les contextes sécuritaire et sociopolitique le permettent et si elles jugent être en capacité de mobiliser les ressources financières nécessaires », poursuit-il. Au-delà de la question des élections, qui ne semble pas prioritaire, le Mali, le Burkina Faso ainsi que le Niger vont amorcer l'après CEDEAO à partir de janvier 2025. Un retrait de l'instance sous-régionale qui pourrait avoir un effet papillon sur les acquis entre les différents États et s'étendre à la question monétaire, le franc CFA étant très souvent pris pour cible.

Mais, pour Dr. Tidiani, si la Transition devait se poursuivre, il faudrait un « changement d'hommes ». « Quand on regarde aujourd'hui le gouvernement de Transition, on ne voit personne avec de véritables perspectives susceptibles de sortir le pays de la crise. Ce n'est pas tant le résultat des trois années passées qui pose problème, mais beaucoup plus l'absence de perspectives pour la suite », glisse l'enseignant-chercheur. ■

3 QUESTIONS À



DR JEAN-FRANÇOIS MARIE CAMARA

Enseignant-chercheur à la FSAP

1 Quel bilan faites-vous de l'an 3 de la rectification de la Transition ?

Il y a assez d'événements majeurs qui sont arrivés durant les 12 derniers mois de la Transition. Le passage à la 4ème République après la tenue du référendum est à saluer. Pour la sortie de la CEDEAO, je pense que l'avenir nous dira si c'était une bonne décision ou pas. La création de l'AES par ailleurs est une bonne chose. Quant à la suspension des activités des partis politiques, pour moi elle était inopportune.

2 Quel regard portez-vous sur les réalisations de la Transition depuis mai 2021 ?

Quand vous prenez les attentes des populations concernant la gouvernance démocratique, elles ne sont pas comblées. Mais, sur le plan sécuritaire, le bilan est très positif. On a eu la récupération de Kidal, qui est à saluer, et l'insécurité au Nord et au centre a diminué. Tout n'est pas mauvais, mais il faut reconnaître qu'il y a encore beaucoup de choses à améliorer, notamment sur les questions relatives à la cherté de la vie ou à la crise énergétique, entre autres.

3 Quelles doivent être les perspectives pour la suite de la Transition ?

Il faut prioritairement se pencher sur la crise économique et énergétique pour la résoudre. Par rapport à la question relative à l'organisation des élections générales, je pense que les autorités doivent donner un chronogramme dans les meilleurs délais.

TRANSITION : DE LA « CONTINUITÉ » À LA « RUPTURE »

Après la chute du Président Ibrahim Boubacar Keita, le Mali a connu une première phase de Transition qui n'a duré que quelques mois. Pour certains, cette période s'alignait dans la continuité du défunt régime. La « Transition de rupture », telle que connue aujourd'hui, n'interviendra qu'après le 24 mai 2021.

MOHAMED KENOVI



Bah N'Daw, président de la transition après le coup d'Etat contre IBK a été évincé du pouvoir le 21 mai 2024.

Un mois après le coup d'État militaire du 18 août 2020, le Colonel-major à la retraite Bah N'Daw est désigné pour conduire la Transition pour une période de 18 mois. Secondé par le Colonel Assimi Goïta, alors Vice-président de la Transition. Les deux sont investis le 25 septembre 2020. Moctar

Ouane est nommé Premier ministre dans la foulée. Cinq mois après, le 21 février 2021, il présente un Plan d'action gouvernemental devant le CNT, qui lui donne son quitus. Si à l'époque l'Imam Mahmoud Dicko, figure de proue de la mobilisation populaire contre le régime d'IBK, est impliqué et consulté par les

militaires pour les grandes décisions de la Transition, le M5-RFP, à l'origine de la chute du Président, est écarté de la gestion du pouvoir. Choquel Kokalla Maïga, Président du Comité stratégique du mouvement, se dresse alors contre les militaires et devient le premier pourfendeur de la Transition. Il n'hésite pas à traiter le CNT d'illégal et d'illégitime et multiplie les sorties publiques contre les autorités. Le 26 janvier 2021, pour sa première sortie en dehors du continent, le Président de la Transition Bah N'Daw se rend en France pour une visite de 72 heures chez le Président français Emmanuel Macron, alors que les manifestations anti-françaises battent leur plein à Bamako. Cette visite et bien d'autres décisions du gouvernement de Transition finissent

par convaincre les tombeurs d'IBK qu'elle n'allait pas dans le sens voulu par les Maliens.

Rupture Le 15 mai 2021, quand le Premier ministre Moctar Ouane soumet sa démission au Président de la Transition, qui le reconduit dans la foulée en vue de la formation d'un nouveau gouvernement, le M5-RFP souligne qu'il n'a été « ni consulté ni associé à ce changement » et déclare rester en « total désaccord avec la trajectoire de la Transition imprimée précisément par le Premier ministre reconduit ». Dans le nouveau gouvernement, annoncé le 24 mai 2021, Bah N'Daw et Moctar Ouane se séparent des Colonels Sadio Camara et Modibo Koné, qui géraient respectivement les portefeuilles de la Défense et de la Sécurité. Quelques heures après, ils seront arrêtés et contraints à la démission. Ce qui sera qualifié plus tard de « rectification de la trajectoire de la Transition » venait de commencer. ■

AN 3 DE LA RECTIFICATION : QUELQUES DATES MARQUANTES

Depuis septembre 2023 – en cours
Grave crise énergétique

1

6

25 janvier 2024

Les autorités de la transition mettent fin à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation signé en 2015 avec des groupes indépendantistes et groupes pro-gouvernementaux.

2

22 juillet 2023
Promulgation de la nouvelle constitution largement plébiscitée lors du référendum du 18 juin 2023.

7

28 janvier 2024

Le Mali, le Niger et le Burkina Faso annoncent leur retrait de la CEDEAO.

3

16 septembre 2023
Le Burkina Faso, le Niger et le Mali signent la Charte du Liptako-gourma actant la création de l'Alliance des Etats du Sahel.

8

13 mars 2024

Dissolution de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM).

4

14 novembre 2023
L'armée malienne reprend la région de Kidal aux rebelles séparatistes qui avait la mainmise dessus depuis près d'une décennie.

9

10 avril 2024

Suspension jusqu'à nouvel ordre des activités des partis politiques et des activités à caractère politique des associations.

5

31 décembre 2023
Fin de la MINUSMA après la demande des autorités de la transition le 16 juin 2023 du retrait sans délai de la mission onusienne du pays.

10

13 avril – 10 mai 2024 :

Tenue du dialogue inter-maliens qui recommande entre autres une prolongation de la transition de 2 à 5 ans et un dialogue avec les groupes armés.



... ET TOUT DEVIENT POSSIBLE



L'INNOVATION AU
SERVICE DE L'ASSURÉ

CHOGUEL KOKALLA MAÏGA: ENVERS ET CONTRE TOUS ?

À quoi joue le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga ? Le Chef du gouvernement se met-il à dos le Président de la Transition et ses compagnons militaires de l'ex-CNSP après s'être fragilisé avec la dislocation de son propre camp politique ? Le récent mémorandum du M5 tendance « Choguel », très critique de la gestion des militaires, semble avoir définitivement mis à nu un véritable malaise au sommet de l'État entre des alliés stratégiques.

MOHAMED KENOVI

La rupture entre le Premier ministre Choguel Maïga et le Président de la Transition n'a jamais autant semblé aussi proche, contrairement à toutes les fois où son départ de la Primature avait été pressenti ces derniers mois. En laissant passer un mémorandum accablant ouvertement les militaires, et signé par l'un de ses très proches, le Premier ministre semble avoir fait le choix d'un déballage public des différends entre lui et le Numéro 1 de la Transition ainsi que des « coups » qu'il a jusque-là encaissés au prix de son maintien à la tête du gouvernement. « J'ai l'impression qu'il y a un pacte entre les deux camps, que personne ne veut être le premier à trahir, mais que chacun cherche à pousser l'autre à la faute. Aujourd'hui, la guerre est ouverte entre les deux camps. Choguel Maïga a jusque-là accepté l'inacceptable. Tout autre à sa place serait déjà parti », glisse Alexis Kalambry, journaliste et analyste politique.



Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga semble de plus en plus isolé.

fois depuis juillet 2023 à ses partenaires militaires, en vain, une séance d'échanges sur toutes les questions brûlantes de la vie de la nation malienne. « Si le M5-RFP, de guerre lasse, décide de rendre public son point de vue, sur le chemin parcouru, sur les acquis pour

reste en fonction et n'a toujours pas été débarqué par les militaires, comme pressenti une énième fois depuis le 24 mai dernier, date de publication du mémorandum. « Les militaires ne se plaignent pas de Choguel Maïga. Bien au contraire, il joue un rôle nécessaire pour eux : concentrer sur lui les critiques et maintenir le soutien populaire par ses discours patriotiques », explique un analyste. Pour ce dernier, en dépit de tout ce qui peut opposer le Président de la Transition et son Premier ministre, le duo est contraint d'avancer ensemble pour la stabilité de la transition. « Il est et a été un bouclier pour les colonels face aux politiques. On peut lui reprocher tout, mais il restera comme tel, cohérent dans ses dires et ses faits », affirme pour sa part Nouhoum Togo, membre du Comité stratégique du M5 proche du Premier ministre. Le Chef du gouvernement a par ailleurs lui-même assuré le 31 mai, lors d'une visite de responsables de son parti, la

EN BREF

COOPÉRATION : NOUVELLE CONFIGURATION DE LA PRÉSENCE RUSSE AU MALI ?

Le Vice-ministre russe de la Défense, le Colonel-général Iounous-Bek Evkourov, accompagné d'une forte délégation, a effectué une visite de travail et d'amitié au Mali le 3 juin 2024. Le Colonel-général Evkourov a d'abord été reçu par le ministre de la défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara en présence du Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air, le Général Alou Boï Diarra. Selon la Dirpa, la coopération militaire « déjà existante et au beau fixe entre les deux pays », était au cœur des échanges. Le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta a également reçu par la suite le dirigeant russe en audience, pour, selon la Présidence de la République, échanger autour du renforcement de la coopération en matière de Défense et de Sécurité entre les deux pays et la situation sécuritaire au Sahel. Mais selon certaines sources, ce déplacement du vice-ministre russe de la Défense au Mali pourrait être en prélude de l'annonce future d'une reconfiguration de la présence russe dans le pays. ■

M.K

solidité de ses relations avec le Président de la Transition. « Les états d'âme passagers, qui du reste sont normaux dans une relation humaine normale et sincère, sont infiniment moins importants que les succès nombreux et diversifiés de la Transition », a souligné le MPR dans un communiqué.

Visiblement pas enclin à démissionner de lui-même, et avec une faible probabilité d'être débarqué par les militaires, le Premier ministre jouera peut-être son avenir lors de son prochain passage au CNT, où il serait très attendu sur le bilan de son gouvernement. ■

Choguel Maïga avait déjà demandé plusieurs fois, depuis juillet 2023 aux partenaires militaires, en vain, une séance d'échange sur toutes les questions brûlantes de la vie de la nation malienne.

Choguel Kokalla Maïga s'est-il servi du M5 pour tenter de se victimiser ou le mouvement tente-t-il d'obtenir des militaires une plus grande implication du Premier ministre dans la gestion de la Transition ? Selon Moussa Diakité, Vice-président du parti du Premier ministre, le Mouvement patriotique pour le renouveau (MPR), Choguel Maïga a demandé plusieurs

les renforcer, les insuffisances pour les corriger, qu'est-ce qu'il y a de plus normal ? Quoi de mauvais, de répréhensible ou de criminel dans cette démarche, plutôt responsable, entre partenaires condamnés à se respecter et à cheminer ensemble pour la survie du Mali ? », s'insurge M. Diakité.

Parti pour rester Pour l'heure, le Premier ministre



Notre Data center, une adresse de confiance pour vos serveurs



20 28 00 00
www.afribone.com



TABASKI ET COUPURES DE COURANT : LE CASSE-TÊTE DES COUTURIERS

Les jours se suivent et se ressemblent pour de nombreux tailleurs de la capitale en cette veille de fête de Tabaski. Cette période de forte affluence coïncide avec un nouveau défi cette année. Des heures, voire des journées, sans électricité qui obligent les tailleurs et les promoteurs d'ateliers de couture à s'adapter pour continuer leurs activités.

FATOUMATA MAGUIRAGA

« Avec des coupures de 24 heures, nous avons été obligés d'acheter un groupe électrogène afin de continuer à travailler », explique Madame Binta Lome, propriétaire d'un atelier de couture au Badialan III, en Commune III du District de Bamako. Cette situation, qui dure depuis plusieurs mois, a contraint la promotrice à s'équiper d'un groupe électrogène dont le coût de fonctionnement constitue une charge supplémentaire importante, entre 6 000 et 10 000 francs CFA par jour seulement pour le carburant. « Des fois nous devons faire fonctionner le groupe toute la journée », poursuit-elle. Pour ne pas perdre ses clients et continuer à garder ses tailleurs, elle a consenti une diminution de ses marges. « La demande a un peu baissé en raison de la crise économique, mais actuellement nous avons des commandes en cours ».

Groupe électrogène providentiel Plus qu'un nouvel accessoire, le groupe électrogène est devenu le nouvel outil indispensable des tailleurs. Mariam Samassa est aussi propriétaire d'un atelier de couture situé à Badalabougou, en Commune V du District de Bamako. Avec



Les couturiers craignent des baisses significatives de revenus à quelques jours de la fête de Tabaski.

ses trois tailleurs, elle a aussi décidé d'acquiescer un groupe électrogène. « Avec 20 heures sans électricité, nous faisons marcher le groupe pendant 5 ou 6 heures », en dépensant entre 4 000 et 5 000 francs CFA pour le carburant et aussi en laissant l'appareil refroidir avec les températures très élevées actuellement. Obligée de répercuter ces coûts sur le prix de ses prestations, elle souligne l'incompréhension de la clientèle, qui a tout de même diminué en raison de la conjoncture même si l'atelier observe une certaine affluence à l'approche de la fête. Si la tendance est à l'achat

de groupes chez les tailleurs, tous espèrent que cette solution n'est que passagère, parce qu'invivable à long terme. En outre, seuls quelques-uns peuvent s'offrir « ce luxe ». Pour s'entraider d'une certaine façon, ceux qui ont des groupes acceptent de faire travailler ceux qui n'en ont pas les moyens quelques heures par jour, moyennant une contribution au coût de fonctionnement. Une alternative qui n'est malheureusement pas offerte à tout le monde. Entre se reconvertir dans un autre métier ou être au chômage, certains n'ont plus le choix. ■

EN BREF

FORMATION EN ENTREPRENEURIAT : L'AMBASSADE DE FRANCE AU MALI S'INVESTIT

L'ambassade de France au Mali lance un appel à candidatures en vue de la formation des jeunes maliens en entrepreneuriat. Destinées à offrir des connaissances et des outils aux jeunes en vue de la création de leur entreprise, les sessions se tiennent entre juin et août 2024. Ces formations permettront aux jeunes d'apprendre les bases indispensables à la gestion d'entreprise, précise l'annonce. Le plan de développement, le business plan, le management, savoir présenter son entreprise, notions juridiques d'entreprise et stratégie de communication seront abordées au cours des sessions. Cette semaine de formation sur l'entrepreneuriat est organisée par l'ambassade de France avec le soutien d'Orange Digital Center et du Conseil des Investisseurs Européens au Mali (CIEM) et sera proposée aux jeunes de 18 ans à 26 ans. La formation vise à offrir aux jeunes une meilleure connaissance du paysage de l'entrepreneuriat malien. Un environnement présenté comme un facteur de création d'emplois et de richesses pouvant contribuer à la diversification de l'économie, au renforcement du secteur formel et à l'insertion des jeunes. Les sessions se déroulent entre juin et août et la première est prévue du 23 au 30 juin 2024. Les candidats doivent avoir au moins le baccalauréat. ■ F.M

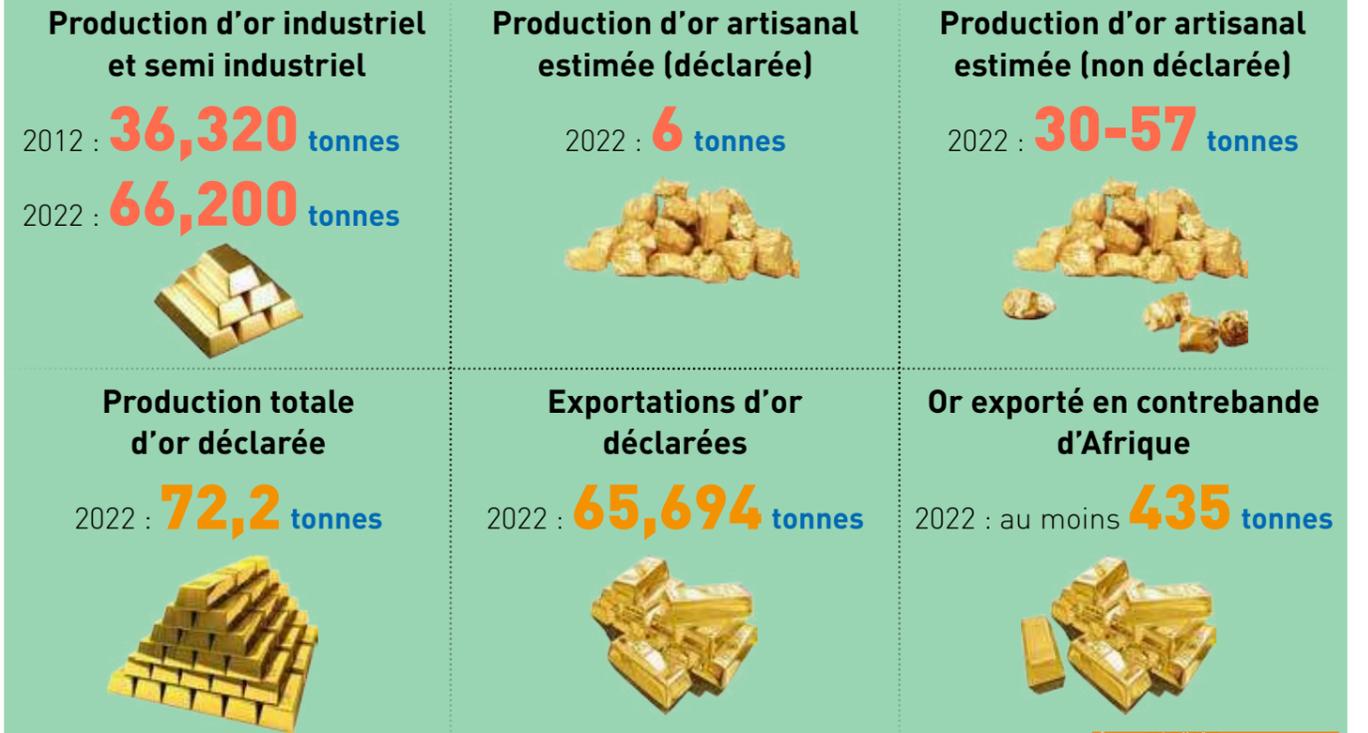
BCEAO La Banque maintient son principal taux à 3,5%

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) décide de maintenir son principal taux directeur à 3,5% ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,5%, a annoncé le Comité de Pilotage (CPM) de la Banque à l'issue de sa réunion du 4 juin 2024. Cette décision intervient dans un contexte d'inflation conti-

nue et d'une amélioration des comptes extérieurs de l'Union, ajoute le CPM. Le taux d'inflation enregistre une légère hausse à 2,8% au premier trimestre 2024 et reste conforme à l'objectif (De 1% à 3%). En 2024, l'inflation est attendue à 2,9%, contre 3,7% en 2023. L'activité économique affiche un dynamisme et le PIB réel a connu une croissance de 5,1%

au premier trimestre 2024, contre 4,9% au dernier trimestre 2023. La croissance de la zone devrait atteindre 6,1% en 2024 contre 5,3% en 2023. La Banque note également une amélioration de la situation extérieure au premier trimestre, grâce à l'augmentation des recettes extérieures et à la mobilisation des ressources extérieures par les

DONNÉES SUR LA PRODUCTION D'OR AU MALI



Source : SWISSAID, Rapport sur l'or africain (mai 2024)

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°478 du 6 au 12 juin 2024 

afribone

Votre connexion Internet, notre engagement

20 28 00 00

afribone logo with a map of Africa.

DÉPLACEMENTS INTERNES : 340 000 PERSONNES IMPACTÉES AU MALI

Le Conseil Norvégien des Réfugiés (NRC) a publié le 3 juin 2024 son rapport annuel sur les crises les plus négligées au monde. En 2023, la planète a continué d'être secourue par les nouvelles crises et les nouveaux conflits, reléguant au second plan les déplacés des crises prolongées. Une situation qui devient la « norme » au détriment de la prise en charge des besoins humanitaires croissants de ces populations.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Plus de 300 000 personnes ont été enregistrées en 2023 comme déplacées internes au Mali.

Parmi les dix crises les plus négligées au monde, neuf se situent sur le continent africain. À la première place de ce classement peu enviable on retrouve le Burkina Faso, suivi du Cameroun, de la République Démocratique du Congo, du Mali et du Niger. À la septième place se trouve le Soudan du Sud, suivi de la République centrafricaine, du Tchad et du Soudan. Le seul pays non africain est le Honduras.

Crises prolongées Au Mali, plus de 340 000 personnes étaient déplacées internes en décembre 2023, selon le NRC. Le nombre d'individus en besoin d'aide humanitaire a baissé à 7,1 millions de personnes, contre 8,8 millions en 2022, malgré la poursuite

des violences. Selon l'organisation, cette réduction peut s'expliquer par « la nécessité de redéfinir les priorités de l'aide humanitaire en raison d'un déficit de financement ». La restriction de l'accès à l'aide humanitaire en raison d'affrontements et d'empêchements de certains groupes

Le nombre de personnes en besoin d'aide humanitaire a baissé à 7,1 millions de personnes contre 8,8 millions en 2022.

armés sur le terrain et l'attention portée sur la situation sociopolitique lors de la reconquête du territoire national ont aussi entraîné, selon l'organisation, une négligence de la situation humanitaire. Mais le conflit n'est pas le seul

facteur de déplacements de populations au Mali. Le changement climatique y a joué un rôle important, impactant la mobilité des personnes et entraînant une aggravation de la crise alimentaire. En 2023, 2,5 millions de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire. Au même moment, seuls 31% des fonds nécessaires à l'aide alimentaire avaient été mobilisés, soit moins de la moitié de ce qui avait été réalisé l'année précédente. À l'échelle mondiale, l'organisation note un déficit de 32 milliards de dollars dans les budgets d'aide humanitaire. Avec comme conséquence 57% des besoins humanitaires non satisfaits en 2023. Le déficit des financements, combiné à la croissance des besoins et à la négligence devenue « la norme », démontre que dans les pays

figurant sur cette liste de plus en plus de personnes « n'ont pas assez à manger, que des familles continuent de fuir à la recherche de sécurité et de ressources, que les enfants ne peuvent accéder à l'éducation (...) », s'inquiète NRC. ■

EN BREF

ASSURANCE MALADIE : LE MALI À L'ÉCOLE DU TOGO

Une délégation de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) du Mali a effectué une mission d'étude et d'immersion à l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) du Togo du 27 au 31 mai 2024. L'objectif était de s'imprégner des bonnes pratiques dans ce domaine. Selon le site d'information TogoFirst, au menu des échanges entre les deux institutions figuraient la gestion de la relation client, l'immatriculation des bénéficiaires ainsi que la dématérialisation et la digitalisation des procédures. Les discussions se sont aussi focalisées sur les stratégies mises en œuvre par l'INAM pour améliorer la qualité des services offerts aux bénéficiaires. « L'INAM est une institution de référence en matière d'assurance maladie dans la sous-région », a justifié le chef de la délégation malienne. Il était donc important pour son institution de s'inspirer son « propre système ». Avec plus de 1 000 agents, 37 000 employés et plus de 359 000 assurés, l'INPS, dans le cadre d'une convention, s'attèle avec la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) et la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) à assurer la couverture maladie des travailleurs et fonctionnaires du Mali. Souvent accusée de lourdeur dans l'exécution de ses prestations, la structure se défend et demande à ses bénéficiaires de se conformer aux prescriptions légales. Ainsi, pour l'allocation familiale donnée à chaque enfant, les parents doivent régulièrement faire une mise à jour des pièces fournies. ■

F.M

Donnez votre avis sur **Journal du Mali**

EN PLEINE CAMPAGNE ÉLECTORALE, JOE BIDEN DURCIT SA POLITIQUE MIGRATOIRE

Joe Biden a annoncé le 4 juin des mesures permettant de fermer temporairement la frontière des États-Unis avec le Mexique en cas de bond des arrivées de migrants clandestins. Un coup pour séduire une partie de l'électorat en pleine campagne pour se maintenir à la Maison Blanche face à Donald Trump.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le président américain Joe Biden a signé un décret durcissant sa politique migratoire à la frontière avec le Mexique.

Le Président démocrate est régulièrement accusé de laxisme par l'opposition républicaine, alors que 6,4 millions de personnes ont traversé clandestinement la frontière entre le Mexique et les États-Unis depuis le début de son mandat. Décembre 2023 avait battu tous les records, avec près de 250 000 personnes interpellées par l'US Border Patrol, la police des frontières, immédiatement après avoir franchi la frontière qui s'étire sur 3 145 km du Texas à la Californie. Le rythme est retombé en mars à 140 000

franchissements, pas les critiques. L'immigration est un sujet « très important » pour 57 % des Américains à l'approche du scrutin, selon l'institut Pew Research. Le décret signé ce mardi à la Maison-Blanche instaure des seuils. Dès que les interpellations de clandestins dépassent 2 500 en moyenne quotidienne, les migrants interceptés en dehors des postes frontières légaux se voient dénier toute procédure d'asile. Ce dispositif restera en vigueur jusqu'à 15 jours après que le nombre d'interpellations quotidiennes soit retom-

bé à 1 500. Des responsables américains ont précisé que les nouvelles restrictions devraient entrer en vigueur avec effet immédiat, car le nombre de personnes franchissant la frontière sans papiers en règle est déjà supérieur au seuil fixé. L'équipe de campagne de Donald Trump a balayé la mesure comme une tentative désespérée pour séduire l'électorat le plus conservateur. « Joe l'escroc fait juste semblant de sécuriser la frontière parce qu'il coule dans les sondages », a-t-elle lancé, accusant une nouvelle fois les migrants clandestins d'être à l'origine d'une vague de criminalité aux États-Unis. « Nous sommes sans cesse en train d'examiner toutes les options possibles pour tenter de résoudre les problèmes liés au système d'immigration, qui ne fonctionne pas depuis des décennies », a commenté lundi la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre. Selon des observateurs, avec ce durcissement en matière d'immigration, Joe Biden adopte une stratégie risquée. Ces mesures pourraient en effet susciter la colère de l'aile gauche de son parti, ce décret se basant sur une loi préalablement utilisée par l'administration Trump pour interdire l'entrée aux États-Unis aux ressortissants de plusieurs pays musulmans. En tout état de cause, elles devraient être contestées devant les tribunaux. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

BRICS : LA TURQUIE SOUHAITE REJOINDRE LE GROUPE

Lundi 3 juin, le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a entamé une visite à Pékin, la plus importante visite d'un officiel turc en Chine, membre des BRICS, depuis 2012. Interrogé sur la volonté de la Turquie de rejoindre le groupe lors d'une conférence au Centre pour la Chine et la mondialisation, M. Fidan a répondu « nous aimerions, bien sûr, pourquoi pas ? ». Il n'a toutefois pas donné de détails. M. Fidan a été cité par l'agence de presse gouvernementale turque Anadolu comme ayant déclaré qu'Ankara envisageait également une coopération avec les membres des BRICS et qu'il assisterait à une réunion du groupe prévue la semaine prochaine en Russie. Cette dernière a été accueillie favorablement le souhait exprimé par la Turquie. Les BRICS sont composés du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Le 1er janvier 2024, le groupe a été élargi à cinq nouveaux pays : l'Éthiopie, l'Iran, l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite. ■

B.S.H

ÉCHOS DES RÉGIONS

SIKASSO : FORMATION DES AGENTS POUR LE RECENSEMENT AGRICOLE

La capitale du KénéDougou accueille depuis le 20 mai 2024 une formation d'agents recenseurs qui prendra fin le 7 juin 2024. Au total, 368 agents ont été retenus pour le Recensement général agricole 2024 dans la région. La compétence des agents, répartis sur trois sites, sera renforcée dans le domaine des exploitations agricoles, du cheptel transhumant et nomade et sur l'utilisation des tablettes. Le Recensement général agricole, très attendu, permettra d'obtenir des statistiques fiables sur le monde rural au plan national et sur les ressources agricoles, d'élevage et halieutiques. L'opération spéciale, qui comporte l'enregistrement des exploitations et entreprises agricoles, permettra de géolocaliser toutes les parcelles agricoles du pays. Au plan national, l'opération, qui s'étendra jusqu'en juillet 2024, mobilisera 6 195 agents, dont 4 760 recenseurs et 300 recenseurs pour le cheptel transhumant et nomade. ■

F.M

ÉLIMINATOIRES DE LA COUPE DU MONDE : MALI - GHANA, LE CHOC DU GROUPE I

C'est un test grandeur nature qui attend les Aigles du Mali ce jeudi. Les joueurs d'Eric Sékou Chelle doivent se mesurer au Ghana, une équipe qui fait partie des meilleures du continent, même si sa dynamique actuelle ne plaide pas en sa faveur.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



Les Aigles du Mali affrontent ce jeudi le Ghana pour tenter de décrocher la première place du groupe.

Les Black Stars du Ghana ont été éliminés à chaque fois au premier tour des compétitions auxquelles ils ont participé, en 2022 en Coupe du monde et en janvier dernier lors de la CAN en Côte d'Ivoire. Après avoir mené 2-0, le Ghana s'est fait rejoindre dans les ultimes secondes par le Mozambique.

Conséquence directe de cette élimination précoce, le coach Chris Hughton a été débarqué. C'est le local Otto Addo, qui a déjà entraîné le Ghana en 2022, qui a pris sa suite. C'est donc une équipe en quête de renouveau. Le nouveau sélectionneur a décidé de se passer des services d'André Ayew (114 sélections) pour les confron-

tations face au Mali et à la Centrafrique. Autre absent majeur, l'attaquant de l'Athletic Bilbao Iñaki Williams, forfait sur blessure. Mais les Ghanéens pourront compter sur Mohamed Kudus. L'attaquant de West Ham, qui sort d'une excellente saison, est le danger N°1 des Black Stars. De leur côté, les Aigles doivent faire oublier la terrible désillusion de l'élimination face à la Côte d'Ivoire lors de la CAN. Après, le Mali a gagné deux rencontres amicales, à chaque fois 2 à 0, face à la Mauritanie puis au Nigéria, Vice-champion d'Afrique. Le Mali est pour l'heure 2ème du groupe avec 4 points, derrière les six points des Comores et devant Madagascar et le Ghana, trois points chacun. Les Aigles, qui ont eu de bonnes surprises lors de la CAN, notamment Lassine Sinayoko, enregistrent le retour de joueurs importants. Adama Traoré Malouda, connu pour sa percussion balle aux pieds, ainsi qu'El Bilal Touré, tout juste auréolé de la Ligue Europa, sont de nouveau dans le nid des Aigles après avoir manqué la CAN pour blessure. Le capitaine Hamari Traoré, suspendu par la CAF pour 4 matchs, dont 2 avec sursis, après son comportement suite à l'élimination face à la Côte d'Ivoire, est logiquement absent. Adama Noss Traoré, très critiqué après son pénalty raté lors de ce même match, n'a pas été sélectionné. Après le choc face au Ghana ce jeudi, le Mali affrontera Madagascar le 10 juin. ■

Emilio Nsue Suspendu 6 mois par la FIFA

Véritable coup de massue pour Emilio Nsue, le meilleur buteur de la dernière CAN (5 buts) vient d'être suspendu 6 mois par la FIFA. L'instance dirigeante du football mondial lui reproche d'avoir disputé 42 matchs illégaux, pour 23 buts marqués, avec son pays d'origine. Selon elle, le joueur de 34 ans, né à Majorque, en Espagne, ne devait pas être autorisé à jouer pour la Guinée équatoriale car il avait déjà disputé 26 matchs avec des équipes nationales espagnoles de jeunes avant d'acquiescer la nationalité équato-guinéenne en 2013. En conséquence, les 2 victoires de la Guinée équatoriale lors des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 sont annulées. L'équipe de Nsue avait battu le Libéria et la Namibie, mais ces matchs sont désormais nuls, l'attaquant ayant marqué un but lors de chacune de ces rencontres. Un nouveau coup dur pour Nsue, exclu en février par sa fédération pour plusieurs actes graves d'indiscipline et un incident désagréable lors de la CAN. ■

B.S.H



CARTONS DE LA SEMAINE

Vinicius Junior a été élu meilleur joueur de la Ligue des champions à la suite du sacre des Merengues, vainqueurs de Dortmund en finale (2-0). Buteur contre les Allemands, l'attaquant brésilien du Real Madrid a marqué six buts et délivré cinq passes décisives en onze rencontres européennes cette saison.

La Tunisienne Ons Jabeur a été éliminée en quarts de finale à Roland Garros par l'Américaine Coco Gauff. Tête de série N°8, elle s'est inclinée en 3 sets (4-6, 6-2, 6-3) en près de deux heures de jeu. Ses fautes directes ont été parfaitement exploitées par Gauff, finaliste à Paris l'an dernier et qui vise une deuxième finale d'affilée.

COMÉDIE MUSICALE : SIOU NOU SIN ŒUVRE POUR LA COHÉSION SOCIALE

Le projet de comédie musicale initié par l'artiste chanteuse Virginie Dembélé est une contribution à la cohésion sociale. Basé sur le sinankouya, et en particulier celui entre Bwas et Peulh, ce spectacle a pour objectif de promouvoir la paix et la cohésion sociale entre les communautés et de lutter contre l'extrémisme violent.

FATOUmata MAGUIRAGA



Les artistes de la comédie musicale se produiront à Sikasso le 8 juin prochain.

« La comédie musicale est un mode d'expression artistique qui est rarement utilisé dans ce domaine », note M. Dogoni Raoul Dembélé, parrain de l'association Siou Nou Sin, (en langue bwa chantez épanoui), présidée par Virginie Dembélé. Le spectacle, qui a permis la formation d'environ 15 jeunes, est l'occasion de « mettre en pratique une scène sur le mariage ou plutôt l'interdiction du mariage entre les deux ethnies (Bwa et Peulh) ». Mais finalement, grâce à l'intervention du griot, les

deux parties se retrouvent et acceptent le mariage. Là s'arrête la fiction. Dans la réalité, cet idéal n'est malheureusement pas toujours atteint. Grâce à la combinaison de la musique et du théâtre, « deux genres populaires », les initiateurs veulent « extérioriser les maux de notre société ». Une forme de thérapie de masse que veut explorer M. Dembélé, psychologue de son état.

Guérir ensemble Au-delà de l'interdiction du mariage entre les deux communautés,

il s'agit d'aborder tous les refus et les interdictions subis, une façon de guérir toutes les frustrations. La comédie musicale et le sinankouya sont des pratiques sociales ancrées, rappelle M. Dembélé. Elles méritent donc d'être valorisées pour la cohésion sociale. Chez les Bwas en particulier, la comédie musicale est utilisée par exemple lors des soirées de n'goni pour raconter la chasse et rendre hommage aux chasseurs par des chants et des imitations. Des pratiques similaires aussi utilisées lors des funérailles pour apaiser la famille du défunt. Des valeurs sociales que l'association Siou Nou Sin veut promouvoir. Le quartier de Sabalibougou Courani, en Commune VI du District de Bamako, a été choisi pour la première partie de ce spectacle, « en raison du nombre important de déplacés qu'il accueille ». La deuxième partie est prévue à Sikasso ce 8 juin 2024. Une localité qui n'est pas souvent considérée comme affectée par les conflits mais qui pourtant reçoit également un nombre important de personnes obligées par les conflits de quitter leurs résidences habituelles.

Déjà satisfaits des résultats après la première prestation, avec « des enfants qui reprennent déjà les chansons du spectacle », les organisateurs sont encouragés à le partager largement afin qu'il joue le rôle de « thérapie pour soigner toutes les souffrances intérieures ». ■

INFO PEOPLE

SIDIKI DIABATÉ : BIENTÔT UN FEATURING AVEC WERRASSON



L'artiste chanteur de la République démocratique du Congo Werrasson annonce une collaboration avec le musicien malien Sidiki Diabaté. « C'est un grand plaisir de fédérer l'Afrique en travaillant avec Sidiki Diabaté, joueur de kora, chanteur et producteur malien de musique, fils de Toumani Diabaté », a annoncé l'artiste congolais le 3 juin 2024. Son 13ème album, composé de 28 titres, est une véritable « ode à la Rumba congolaise et africaine » et comporte aussi un featuring avec sa fille. L'amour, la vie, la mort sont quelques-uns des thèmes abordés dans cet album par l'artiste de 59 ans.

CÉLINE DION CHANtera-T-ELLE LORS DE L'OUVERTURE DES JO DE PARIS ?



C'est une question qui revient de plus en plus quelques jours avant son retour sur scène lors d'une Prime vidéo prévue ce 25 juin 2024. La chanteuse canadienne de 56 ans, qui se bat depuis quelques années contre une maladie auto-immune, a plusieurs fois reporté son retour sur scène. La rumeur de sa participation est reprise par une annonce du media français Le Canard Enchaîné. Il évoque le contenu de documents du Comité d'organisation des JO qui comprennent un chèque de 2,7 millions d'euros afin de s'offrir les services de deux grands artistes à l'occasion de la cérémonie d'ouverture, le 26 juillet 2024.

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



*Consommer Sahel Infusion,
c'est consommer le Made in Mali.*



Bio



Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78

Site web : www.sahelinfusion.com